

Cambodge : face à la violence, l'émergence d'une société civile

Raoul Marc Jennar¹

Malgré une paix officiellement retrouvée et la démocratisation du pays, les pratiques prédatrices et violentes des élites au pouvoir se poursuivent, confirmant le caractère non abouti de l'État de droit. Le gouvernement, exploiteur et défaillant, a toutefois toléré le développement encadré d'une société civile qui se substitue à lui dans son rôle de services publics, sans pour autant accepter la remise en cause de son monopole du pouvoir.

Trente-trois ans après la chute du régime de Pol Pot et de ses Khmers rouges, la société cambodgienne demeure profondément marquée par une histoire où la violence fut la réponse la plus fréquente à toute forme de résistance. Violence systématique des autorités coloniales, de 1863 à 1953, qui réprimèrent sans pitié les protestations suscitées par de régulières augmentations de taxes et d'impôts au point de faire du Cambodge le pays de l'empire colonial français où les impôts frappant les paysans étaient les plus élevés.

Violence du régime de Norodom Sihanouk, de 1953 à 1970, où, la demande de réformes démocratiques et sociales se heurtait à l'arbitraire d'un pouvoir qui ne reculait ni devant les intimidations en tous genres, ni devant les exécutions sommaires. Puis vint le coup d'État de mars 1970, à la suite duquel le pays fut plongé dans une guerre civile qui se confondait en même temps avec l'extension au

1. Politologue, essayiste, consultant de l'ONU, d'ONG et du gouvernement au Cambodge, membre du conseil scientifique d'Attac, auteur de multiples ouvrages sur le Cambodge, ainsi que sur l'Europe libérale.

Cambodge de la guerre du Vietnam. Cinq années où le peuple fut soumis à la violence jusqu'à l'incandescence. Cinq années où la vie avait perdu tout prix. 800 000 morts, soit 10 % de la population.

En avril 1975, la chute de la République khmère instaurée cinq ans plus tôt avec l'aide des États-Unis amène au pouvoir le plus nationaliste, le plus raciste, le plus collectiviste, le plus tyrannique des partis communistes, qui va transformer le pays en un immense camp de travaux forcés et d'extermination. Trois ans, six mois et vingt jours plus tard, sur 7 200 000 personnes qui avaient survécu au conflit en 1975, il n'en reste, le 7 janvier 1979, que 5 millions environ. 90 % des titulaires d'un certificat d'études ont disparu. Les survivants sont épuisés et traumatisés. La société est éclatée. Il n'y a plus d'État. Une immense perte de sens frappe une population martyrisée. Le pays vient de subir une des plus grandes tragédies du 20^e siècle. Il a été ramené à l'âge de pierre².

L'après-Khmers rouges, onze ans d'état de guerre...

La violence continue de frapper le Cambodge sous le régime qui se met progressivement en place après la chute des Khmers rouges. Ceux-ci ont été renversés par l'intervention conjuguée d'un corps expéditionnaire vietnamien et d'unités cambodgiennes constituées de rebelles au régime de Pol Pot ayant fui au Vietnam. Mais les Khmers rouges, refoulés aux confins du pays proches de la Thaïlande ne sont pas vaincus. Pire : la communauté internationale qui accepte dans d'autres circonstances le renversement d'un régime barbare par une puissance étrangère, dans ce cas-ci, condamne le Vietnam et refuse de reconnaître le nouveau régime cambodgien qui est frappé d'embargo. Elle décide que le seul représentant légitime du Cambodge à l'ONU et dans toutes les agences intergouvernementales de l'ONU (Unesco, etc.) est l'ambassadeur de Pol Pot. Une alliance sino-occidentale s'emploie à reconstituer l'armée des Khmers rouges dans d'anciennes bases américaines en Thaïlande.

Cette situation va durer onze ans. Onze années pendant lesquelles le peuple cambodgien, dirigé par un régime calqué sur le modèle classique des démocraties populaires, va subir à la fois un

2. Pour une description détaillée des conséquences du régime des Khmers rouges, voir Raoul Marc Jennar (2010), *Trente ans depuis Pol Pot, le Cambodge de 1979 à 1989*, Paris, L'Harmattan.

état de guerre et le pouvoir d'un parti unique qui, tout en dénonçant les crimes des Khmers rouges, se réclame du communisme tel que le pratiquent les alliés de l'Union soviétique. Ceux qui profiteront dix ans après la chute des Khmers rouges, d'une certaine ouverture politique et économique et tenteront de créer un parti politique connaîtront la prison. Le communisme, là où il fut au pouvoir, a toujours combattu ces espaces d'autonomie que sont les organisations *non* gouvernementales.

Toutefois, l'état catastrophique du pays et de sa population amène les autorités, dès 1980, à accepter la présence, sous étroite surveillance, d'ONG étrangères, toutes occidentales. Elles sont une petite douzaine au début de la décennie, dont Oxfam, Handicap international, France Libertés, les Croix-Rouges de France, de Suède et de Suisse, un consortium d'ONG australiennes. Leur nombre va à peine doubler en dix ans. L'embargo infligé à ce peuple martyr et à ce pays dévasté va conférer à ces ONG un rôle très particulier, dans la mesure où elles sont confrontées à des besoins immenses auxquels les autorités ne peuvent pas faire face. Des voix, plus soucieuses de choix politiques que du sort du peuple cambodgien, s'élèveront en Occident pour dénoncer ce rôle pourtant extrêmement utile des ONG travaillant à l'intérieur du pays avec un régime traité en paria de la communauté internationale.³

Au tout début des années 1990, la seule organisation cambodgienne autonome est une « coalition pour la paix et la réconciliation » formée par des moines bouddhistes et des citoyens cambodgiens. Jusqu'à la pacification, en 1998, sous l'égide de celui qu'on appelait le « Gandhi cambodgien », le bonze Maha Ghosananda (1929-2007), elle organise plusieurs *Dhammayietra*, des marches non violentes pour la paix, y compris dans les zones contrôlées par les Khmers rouges qui n'hésiteront pas à tuer des marcheurs. Elle milite pour rétablir des ponts entre des populations séparées par des décennies de violence, mais également pour la préservation d'un patrimoine forestier de plus en plus agressé.

3. Ce sera le discours constant des représentants des Missions étrangères de Paris qui privilégient les réfugiés cambodgiens dans les camps en Thaïlande soumis aux factions hostiles au régime de Phnom Penh.

La marche vers la démocratie

Les accords de paix signés à Paris en octobre 1991 vont conférer à l'ONU une mission d'une ampleur inégalée jusque-là. L'ONU échoue à instaurer la paix car les Khmers rouges se sont rapidement retirés du processus de paix qui leur conférait pourtant une amnistie totale. Mais la mission des Nations unies a réalisé l'ouverture de la société, l'instauration du multipartisme et l'organisation d'élections aussi libres et équitables que possible, conduisant à la mise en place d'institutions rendant possible la marche vers la démocratie.

Une véritable société civile apparaît alors, formée à la fois d'ONG étrangères dont le nombre va augmenter de manière exponentielle, mais également d'associations et ONG cambodgiennes de toute nature. On passe de quarante ONG étrangères en 1990 à 3000 ONG étrangères et cambodgiennes en 2011. Tous les secteurs d'activités sont couverts : défense des droits humains en général et des droits des femmes et des enfants en particulier, lutte contre le trafic des êtres humains, prévention contre le sida et la malaria, protection de l'environnement et lutte contre la déforestation, assistance psychologique, santé, éducation, développement communautaire, réhabilitation des victimes des mines antipersonnel, mobilisation pour l'abolition des armes à sous-munitions, protection des enfants des rues et des handicapés, formations spéciales au droit, à l'anglais ou à l'informatique, restauration du patrimoine culturel et artistique, surveillance des processus électoraux, défense des personnes abusivement expropriées, défense des minorités ethniques, etc. Plusieurs syndicats sont créés ; plusieurs associations de journalistes également.

Les ONG jouent un rôle considérable dans la société cambodgienne d'aujourd'hui. Elles tiennent lieu de services publics, car ceux-ci sont faibles ou inexistants et presque toujours corrompus, en particulier dans le secteur de la santé où la corruption tue. Elles s'affirment aussi, dans certains domaines, comme une forme de contre-pouvoir face à un parti au pouvoir dominant (à l'image de la démocratie-chrétienne allemande en Bavière ou du People's Action Party à Singapour) et en l'absence d'une opposition unie et crédible.

ONG : le pire et le meilleur

Mis à part un acte d'enregistrement, les ONG ne sont soumises à aucune législation. Le Cambodge apparaît de ce point de vue comme l'État le plus libéral de l'Asie du Sud-Est. Les efforts du gouvernement pour organiser légalement le fonctionnement et les activités des ONG se sont heurtés à une résistance très forte, en particulier de la part d'ONG états-uniennes qui ne cachent pas leur hostilité de principe à l'équipe au pouvoir à Phnom Penh. Un projet de loi, pourtant sensiblement amélioré au fil de quatre versions différentes, continue de susciter l'opposition d'un noyau dur d'ONG cambodgiennes aiguillonnées par certaines ONG fondamentalistes américaines. Au point que le gouvernement a reporté à des jours meilleurs la présentation de son texte à l'Assemblée nationale.

L'absence d'un cadre légal favorise des pratiques qu'aucun gouvernement démocratique ne saurait tolérer : certaines ONG sont des partis politiques déguisés financés par l'étranger ; d'autres n'ont qu'une existence formelle sans activité réelle et ne servent qu'à lever des fonds à l'étranger pour le bénéfice exclusif de leurs animateurs ; d'autres encore, chrétiennes ou musulmanes, se livrent à un prosélytisme religieux effréné. Ces ONG-là ternissent l'image de celles qui accomplissent un travail utile, voire indispensable, pour la communauté nationale. Elles fournissent aussi aux autorités l'occasion de discréditer l'ensemble du monde associatif, lorsque celui-ci se trouve confronté aux actions d'ONG sérieuses engagées dans des combats difficiles comme la protection des journalistes, des militants écologiques et des militants syndicaux.

Le système judiciaire cambodgien est loin d'être indépendant. Il obéit aux injonctions du pouvoir. Le pouvoir politique ou celui de l'argent ou encore celui des militaires. Et les Cambodgiens éprouvent de grandes difficultés à faire valoir leurs droits. Lorsqu'ils le font, ils prennent parfois de très grands risques. Des journalistes subissent des intimidations ou sont victimes d'assassinats pour avoir dénoncé la corruption de certaines autorités administratives ou militaires. Dernier en date d'une longue série d'assassinats de journalistes, mercredi 12 septembre 2012, un journaliste a été retrouvé mort dans le coffre de sa voiture dans la province du Ratanakiri. Hang Serei Oudom travaillait pour le magazine *Vorakchun Khmer*. Militant pour l'environnement, il dénonçait notamment dans ses articles le trafic illégal de bois et avait mis en cause un officier de l'armée, fils d'un chef militaire provincial.

Des risques de lutter contre la déforestation ou l'exploitation au travail

Dénoncer la déforestation, qu'elle soit décidée au profit d'investisseurs étrangers (comme le groupe français Bolloré, par exemple), qu'elle soit tolérée parce qu'elle est le fait de militaires devant lesquels le pouvoir ferme les yeux ou qu'elle soit sauvage, c'est prendre des risques pour sa vie. Militant de l'environnement, Chut Wutty, directeur de Natural Resource Protection Group, partait à l'offensive des plus grandes entreprises, des fonctionnaires et des forces armées qui contribuaient à la déforestation illégale à travers le Cambodge. Il était l'activiste le plus connu du royaume, la bête noire des sociétés forestières. Le jeudi 26 avril 2012, Chut Wutty, accompagné de deux journalistes, prenait des photos d'arbres abattus illégalement dans une forêt protégée de la province de Koh Kong. Des gendarmes interviennent et exigent les cartes mémoires des appareils photos. Devant le refus de Chut Wutty, ils usent de leurs armes et le tuent.

Il en va de même pour les syndicalistes qui, par exemple, dénoncent les conditions de travail scandaleuses auxquelles sont soumises les ouvrières des entreprises textiles qui fournissent en Europe Benetton et H&M. Il ne se passe pas un mois sans que la presse locale fasse état d'évanouissements d'ouvrières. Il faut dire qu'on croit revivre dans ces usines des scènes de la fin du 19^e siècle, tant les conditions de travail y sont exécrables. Les ouvrières sont obligées de faire de quatre à six heures supplémentaires et de travailler ainsi jusqu'à 23 heures. Elles sont en outre contraintes de travailler dans un environnement éminemment toxique. Leur état de santé est déplorable. Avec un salaire de base de 61 dollars par mois, elles ne peuvent faire face aux besoins élémentaires, à commencer par se nourrir convenablement et se reposer.

Chea Vichea, un des leaders du syndicat des travailleurs du textile, dénonçait les pratiques des employeurs, en particulier les sous-traitants qui ne respectent pas le code du travail. Défenseur des droits de l'homme, travailleur infatigable, Chea Vichea incitait les travailleurs à s'organiser et à défendre leurs droits. Son charisme et ses talents d'orateurs séduisaient. Il parvenait à mobiliser les foules et à organiser avec succès les premières grèves et les premières manifestations, dans un pays où la défense de l'intérêt général et la solidarité militante ne sont pas ancrées dans les traditions. Sous sa

houlette, son organisation devint rapidement l'une des plus importantes du pays. C'était aussi un interlocuteur reconnu sur la scène internationale, puisqu'il était membre du comité consultatif des programmes de l'Organisation internationale du travail (OIT), créé dans le cadre d'un accord commercial entre le Cambodge et les États-Unis sur le textile et l'habillement. Le 22 janvier 2004, il a été assassiné en pleine rue de trois balles dans la poitrine.

Les expropriations de terres agricoles ou de maisons, sans la juste et préalable indemnisation pourtant prévue par la Constitution du pays sont pratiques extrêmement fréquentes. Les protestations des victimes et des associations qui les soutiennent peuvent conduire en prison, après des sévices corporels dont les forces de l'ordre sont coutumières. Ces abus de pouvoir, ces intimidations, ces crimes restent toujours impunis.

Ainsi donc, dans un pays qui a redécouvert une paix complète seulement en 1998⁴, la violence demeure très présente. Le recours à la violence demeure le mode premier de résolution d'un différend. L'apprentissage d'une culture de paix, d'une capacité à régler paisiblement les conflits de toutes sortes, s'avère de première nécessité. L'accélération des réformes vers un État de droit également.

4. Après l'échec de l'ONU à faire respecter le plan de paix adopté en 1991, alors que les Khmers rouges contrôlaient encore un tiers du territoire national, ce sont les autorités cambodgiennes qui ont eu la charge de pacifier le pays, ce qui fut fait dans les cinq années qui ont suivi le départ de la mission des Nations unies.

